

Soutien aux enfants

Statistiques de l'année 2013



Rédaction et traitement informatique

Chantale Thibault

Mise en page

Nathalie Cloutier

Coordination

Nathalie Madore

Production

Direction des communications

Date de parution

Décembre 2014

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de la Régie : www.rrq.gouv.qc.ca.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion, s'adresser à :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative

Régie des rentes du Québec

Case postale 5200

Québec (Québec) G1K 7S9

statistiques@rrq.gouv.qc.ca

Dépôt légal

4^e trimestre 2014

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN

978-2-550-72098-0 (PDF)

© Régie des rentes du Québec, 2014

Avant-propos

La Régie des rentes du Québec vous présente sa plus récente publication annuelle sur le Soutien aux enfants : *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2013*. La publication se divise en quatre parties. La première trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme en 1961 jusqu'au crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE), qu'on appelle maintenant Soutien aux enfants. Les deux suivantes dressent respectivement le portrait des bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). Encore une fois cette année, la quatrième partie offre un complément d'information qui répond aux questions souvent posées sur le Soutien aux enfants selon les régions. Elle présente le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits ainsi que les sommes totales versées dans les 17 régions administratives du Québec et les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Le document *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2013* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé afin qu'il connaisse mieux les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec. La publication est aussi disponible sur le site Web de la Régie.

Nathalie Madore

La directrice de la statistique et de l'analyse quantitative

Table des matières

Principales définitions	6
Production des statistiques	7
Évolution historique des programmes et des bénéficiaires	8
Le paiement de Soutien aux enfants.....	21
Le supplément pour enfant handicapé.....	27
Statistiques régionales	31

Liste des tableaux

Tableau 1	Montants semestriels (\$) de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973	8
Tableau 2	Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997	9
Tableau 3	Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004	10
Tableau 4	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002	11
Tableau 5	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997	12
Tableau 6	Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004.....	12
Tableau 7	Paramètres du PSE, de 2005 à 2014	14
Tableau 8	Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2013	14
Tableau 9	Montants mensuels et annuels du SEH, de 2005 à 2014.....	16
Tableau 10	Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2013	18
Tableau 11	Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2013	19
Tableau 12	Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2013.....	20
Tableau 13	Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2013	20
Tableau 15	Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2013	22
Tableau 16	Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2013	23
Tableau 19	Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2013	26
Tableau 21	Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2013.....	29
Tableau 22	Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2013	30
Tableau 23	Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2013.....	31
Tableau 24	Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2013	31
Tableau 25	Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2013	32
Tableau 26	Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2013	33
Tableau 27	Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2013 et des sommes totales versées en 2013	34

Liste des graphiques

Graphique 1	Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2012	15
Graphique 2	Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2012	15

Légende des tableaux

n. d.	données non disponibles	K\$	millier de dollars	s. o.	sans objet
–	zéro ou néant	M\$	million de dollars		

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit le paiement de Soutien aux enfants (PSE) ou le supplément pour enfant handicapé (SEH). Il s'agit de la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires¹.

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. Les activités de la vie quotidienne sont celles qu'un enfant accomplit, d'après son âge, pour prendre soin de lui-même et participer à la vie sociale. Il s'agit notamment des gestes pour se nourrir, se mouvoir, se vêtir, communiquer, apprendre, se rendre aux lieux de fréquentation nécessaire et s'y déplacer.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants (PSE) a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu du bénéficiaire et de celui de son conjoint pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul du PSE est le revenu net au sens de la *Loi sur les impôts*. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2011 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2013 et celui de 2012 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2013.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si le bénéficiaire a un conjoint et *monoparentale* s'il n'en a pas.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du Soutien aux enfants. Il y a compensation lorsque le bénéficiaire a une dette envers la Régie des rentes du Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de la Régie.

¹ Cette nouvelle disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

Production des statistiques

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de la Régie. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au Directeur de l'état civil qui, à son tour, les fait parvenir à la Régie des rentes du Québec, ainsi que des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par la Régie. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

La Régie peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour le PSE, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant deux ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que pour l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents se partageant la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait qu'un demi-enfant sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les demi-enfants sont arrondis à l'unité près et cela fait en sorte que la somme des données individuelles des enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 \$ par mois pour les adolescents de 16 et de 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, en août et en septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 \$ à 12 \$ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Le montant semestriel de ces allocations varie de 15 \$ pour un enfant à 142,50 \$ pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 \$. Une allocation supplémentaire de 5 \$ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1 Montants semestriels (\$) de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1 ^{er} \$	2 ^e \$	3 ^e \$	4 ^e \$	5 ^e \$	6 ^e et + \$
0-11 ans	15	17,50	20	25	30	35
12-15 ans	20	22,50	25	30	35	40

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et l'allocation familiale de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la *Loi sur la refonte des lois et des règlements* entraîne la modification de l'appellation *Régime des allocations familiales du Québec*, qui devient *Loi sur les allocations familiales*.

Le 1^{er} mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1^{er} janvier 1980, la Loi prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental et dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 \$ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige un tel enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

Tableau 2 Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997

Année	Montants mensuels			
	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et suivants \$
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En janvier 1982, une modification au *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifié par la même occasion la définition de *handicap auditif*.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés selon d'autres critères.

Tableau 3 Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004

Année	Montant mensuel \$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1^{er} mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 \$ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 \$ payable jusqu'à l'âge de 2 ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1^{er} mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 \$ à 4 500 \$. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 \$ à 400 \$ pour un maximum de 8 000 \$ en 5 ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les prestations familiales*. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1^{er} octobre 1997 et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002

Année	Nombre de familles ³	Nombre d'enfants ³	Sommes versées K\$	Montants annuels			
				1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants	
						Par trimestre et par enfant \$	Maximum par enfant \$
1988 ¹	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997 ²	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	-	-	-	-
1999	52 040	57 210	80 139,3	-	-	-	-
2000	37 553	39 817	53 106,4	-	-	-	-
2001	25 233	25 966	28 124,9	-	-	-	-
2002	10 450	10 574	5 912,5	-	-	-	-

1. Mesure instaurée en mai 1988.

2. Mesure abrogée en septembre 1997 avec maintien des droits acquis.

3. Données de décembre.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 \$ par mois, soit 100 \$ par année; le deuxième, à 16,67 \$, soit 200 \$ par année, et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 \$, soit 500 \$ par année.

Toujours en 1989, la *Loi sur les allocations familiales* devient la *Loi sur les allocations d'aide aux familles*. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

Année	Nombre de familles ²	Nombre d'enfants ²	Sommes versées K\$	Montants mensuels		
				1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997 ¹	-	-	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.

2. Données de décembre.

Tableau 6 Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuils de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale ²		
	1 ^{er} enfant ¹	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	1 ^{er} seuil	2 ^e seuil	3 ^e seuil	1 ^{er} taux	2 ^e taux	3 ^e taux	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	%	%	\$	\$	\$
Famille biparentale												
Septembre 1997	975	975	398	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	-	-	25	-	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	625	625	625	21 825	-	-	25	-	-	80	80	975
Famille monoparentale												
Septembre 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	-	35	25	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	-	35	25	-	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 \$ pour les familles monoparentales.

2. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de revenu excédant 50 000 \$ (taux de réduction de 5 %).

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est abolie pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de l'enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 \$ par année pour un premier enfant, à 975 \$ pour un deuxième enfant et à 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 \$ pour une famille biparentale ou 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 \$ à 20 921 \$³, de 30 % jusqu'à 25 921 \$⁴, puis de 50 % jusqu'à 50 000 \$. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 \$. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, de 174 \$ pour un deuxième enfant et de 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 \$ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

La situation actuelle – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il fait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants. Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH), et s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles ayant un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le PSE

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2013, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 319 \$ pour le premier enfant, de 1 159 \$ pour chacun des deuxième et troisième enfants, et de 1 738 \$ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 813 \$ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 \$ pour chaque tranche de 100 \$ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 46 251 \$ (33 608 \$ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs à charge, soit 651 \$ pour le premier enfant, 601 \$ pour chacun des autres enfants et un supplément de 325 \$ pour une famille monoparentale.

3. Le seuil étant fixé à 21 825 \$ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.

4. Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

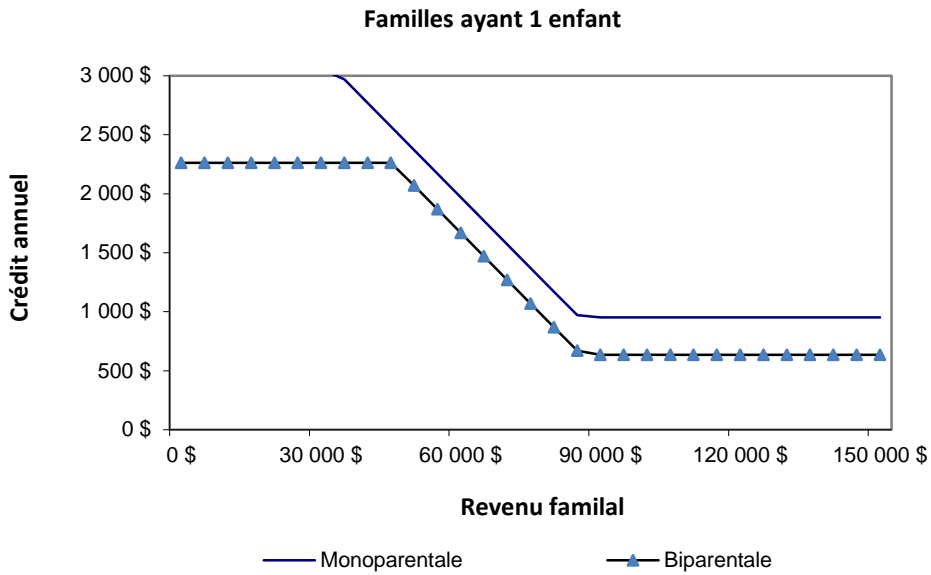
Tableau 7 Paramètres du PSE, de 2005 à 2014

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction %
	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et + \$	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant et + \$	Famille biparentale \$	Famille monoparentale \$	
	2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4
2012	793	2 263	1 131	1 131	1 696	317	635	586	45 152	32 856	4
2013	813	2 319	1 159	1 159	1 738	325	651	601	46 251	33 608	4
2014	821	2 341	1 170	1 170	1 755	328	657	607	46 699	33 944	4

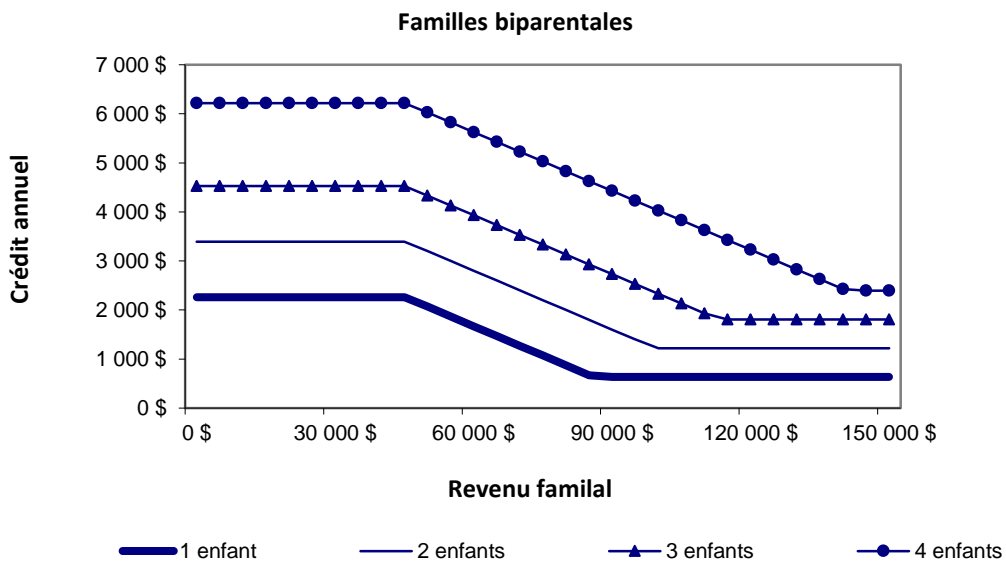
Tableau 8 Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2013

Revenu familial	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$
Moins de 30 000 \$	2 319	3 478	4 637	6 375	3 132	4 291	5 450	7 188
30 000 \$	2 319	3 478	4 637	6 375	3 132	4 291	5 450	7 188
40 000 \$	2 319	3 478	4 637	6 375	2 876	4 035	5 194	6 932
50 000 \$	2 169	3 328	4 487	6 225	2 476	3 635	4 794	6 532
60 000 \$	1 769	2 928	4 087	5 825	2 076	3 235	4 394	6 132
70 000 \$	1 369	2 528	3 687	5 425	1 676	2 835	3 994	5 732
80 000 \$	969	2 128	3 287	5 025	1 276	2 435	3 594	5 332
90 000 \$	651	1 728	2 887	4 625	976	2 035	3 194	4 932
100 000 \$	651	1 328	2 487	4 225	976	1 635	2 794	4 532
125 000 \$	651	1 252	1 853	3 225	976	1 577	2 178	3 532
150 000 \$	651	1 252	1 853	2 454	976	1 577	2 178	2 779
175 000 \$	651	1 252	1 853	2 454	976	1 577	2 178	2 779
200 000 \$	651	1 252	1 853	2 454	976	1 577	2 178	2 779

Graphique 1 Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2013



Graphique 2 Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2013



Le SEH

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible au PSE et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il est limité de façon importante dans ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute au PSE. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit au PSE.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 \$ (20 % de 2 250 \$) par année par enfant, soit 37,50 \$ par mois. Cette majoration, ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, a fait passer la valeur du supplément de 121 \$ en 2005 à 161,50 \$ en 2006.

En 2013, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 183 \$ en raison de l'indexation.

Tableau 9 Montants mensuels et annuels du SEH, de 2005 à 2014

Année	Montant mensuel	Montant annuel
	\$	\$
2005	121,00	1 452,00
2006 ¹	161,50	1 938,00
2007	165,00	1 980,00
2008	167,00	2 004,00
2009	171,00	2 052,00
2010	172,00	2 064,00
2011	174,00	2 088,00
2012	179,00	2 148,00
2013	183,00	2 196,00
2014	185,00	2 220,00

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Les paramètres du Soutien aux enfants (montants minimal et maximal, suppléments pour famille monoparentale) sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2013 a été de 2,48 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

Le Soutien aux enfants est versé par anticipation sur une base trimestrielle en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que le bénéficiaire ne demande à le recevoir sur une base mensuelle. En décembre 2013, 27 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2013, 75 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le Soutien aux enfants peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit au paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit au Soutien aux enfants pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration du Soutien aux enfants relève de la ministre de la Famille. La Régie effectue le versement du Soutien aux enfants pour le compte du ministre du Revenu. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; la ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir le Soutien aux enfants doit en faire la demande à la Régie suivant les modalités prévues au *Règlement sur les prestations familiales*. Jusqu'en janvier 2007, la Régie considérait qu'une demande de prestation fiscale pour enfants adressée au gouvernement fédéral équivalait à une demande de PSE. L'Agence du revenu du Canada fournissait les renseignements nécessaires à la Régie si l'enfant était réputé avoir sa résidence au Québec.

Depuis janvier 2007, les parents doivent aviser directement la Régie de tout changement à la situation familiale à l'exception d'une naissance au Québec. Dans ce cas, la déclaration au Directeur de l'état civil génère une inscription automatique à la Régie.

En ce qui concerne le SEH, une demande doit être adressée directement à la Régie.

Financement

Les sommes requises pour le Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Imposition du Soutien aux enfants

Les sommes reçues pour le PSE et le SEH sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 10 Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2013

Année	Allocation familiale (AF)			Allocation pour enfant handicapé (AEH)			Sous-total (AF+AEH)	Total des sommes versées	Moyenne par famille \$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Sommes versées K\$	K\$	
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	92 292,4	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	100 990,9	107
1976	955 683	1 937 200	110 427,4	s. o.	s. o.	s. o.	110 427,4	110 427,4	116
1977	958 269	1 885 747	135 568,3	s. o.	s. o.	s. o.	135 568,3	135 568,3	141
1978	959 894	1 839 932	151 423,8	s. o.	s. o.	s. o.	151 423,8	151 423,8	158
1979	961 376	1 800 895	159 400,2	s. o.	s. o.	s. o.	159 400,2	159 400,2	166
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817 ¹	4 966	3 879,3	172 628,7	172 628,7	180
1981	958 913	1 732 854	180 510,1	5 723	5 910	5 621,6	186 131,7	186 131,7	194
1982	953 149	1 697 645	176 069,6	9 302	9 625	8 082,5	184 152,1	184 152,1	193
1983	943 799	1 665 811	181 717,9	10 655	11 025	10 841,4	192 559,3	192 559,3	204
1984	937 897	1 645 424	187 328,6	12 097	12 516	13 009,9	200 338,5	200 338,5	214
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	199 645,0	213
1986	935 821	1 625 412	191 203,7	14 974	15 548	17 079,6	208 283,3	208 283,3	223
1987	934 894	1 616 961	197 653,7	16 284	16 924	19 057,1	216 710,8	216 710,8	232
1988	938 908	1 619 106	205 179,6	20 168	21 064	21 646,4	226 826,0	274 514,7²	292
1989	943 045	1 624 738	213 726,6	22 426	23 516	27 068,2	240 794,8	447 317,1³	474
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	259 183,2	506 567,1³	531
1991	962 400	1 657 643	239 768,0	28 954	30 797	38 614,1	278 382,1	559 494,4³	581
1992	968 532	1 668 391	254 482,8	31 329	33 489	46 269,0	300 751,8	604 087,8³	624
1993	969 445	1 670 895	258 537,5	30 968	33 017	49 625,5	308 163,0	622 926,8³	643
1994	967 858	1 670 011	258 792,7	27 568	28 994	45 099,6	303 892,3	625 575,3³	646
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	296 541,5	616 840,2³	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	294 229,3	619 629,3³	650
1997	680 017 ⁴	1 200 262 ⁴	413 181,5 ⁴	22 993	24 024	35 001,6	448 183,1	718 814,9³	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	812 414,8	932 033,1³	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	797 392,1	877 531,4³	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	669 535,4	722 641,8³	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	580 186,6	608 311,5³	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	555 113,3	561 025,8³	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	536 147,0	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	523 276,0	1 039
	Paiement de Soutien aux enfants (PSE)			Supplément pour enfant handicapé (SEH)			Sous-total (PSE+SEH)		
2005	873 108	1 494 566 ⁵	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 015 360,3	2 029 711,1⁷	2 325
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 098 509,5	2 102 015,3⁷	2 402
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 120 412,0	2 121 587,4⁷	2 394
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 027	34 702	68 217,3	2 109 679,5	2 109 936,3⁷	2 379
2009	884 169	1 475 338	2 062 689,2	33 968	35 654	72 559,2	2 135 248,3	2 135 599,6⁷	2 415
2010	882 423	1 473 675	2 049 741,3	34 707	36 296	74 391,7	2 124 133,0	2 124 238,5⁷	2 407
2011	881 042	1 474 511	2 053 341,6	36 050 ⁶	37 640 ⁶	77 553,9	2 130 895,5	2 130 940,1⁷	2 419
2012	879 630 ⁶	1 478 394 ⁶	2 085 908,6	36 490 ⁶	38 020 ⁶	79 672,7	2 165 581,3	2 165 619,9⁷	2 462
2013	880 700 ⁶	1 483 539 ⁶	2 122 275,8	38 390 ⁶	39 990 ⁶	83 694,3	2 205 970,1	2 222 639,0⁷	2 524

1. Estimation.

2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).

3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).

4. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

5. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien Programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.

6. Données projetées.

7. Comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne *Loi sur les prestations familiales* (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé).

Tableau 11 Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2013

Année	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1976	1 001 532	935 668	1 937 200	2,03	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1977	974 931	910 816	1 885 747	1,97	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1978	951 245	888 687	1 839 932	1,92	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1979	931 063	869 832	1 800 895	1,87	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1981	897 618	835 236	1 732 854	1,81	3 323	2 587	5 910	1,03
1982	879 380	818 265	1 697 645	1,78	5 452	4 173	9 625	1,03
1983	862 890	802 921	1 665 811	1,77	6 250	4 775	11 025	1,03
1984	853 975	791 449	1 645 424	1,75	7 097	5 419	12 516	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1986	844 481	780 931	1 625 412	1,74	8 937	6 611	15 548	1,04
1987	840 374	776 587	1 616 961	1,73	9 722	7 202	16 924	1,04
1988	837 434	781 672	1 619 106	1,72	12 173	8 891	21 064	1,04
1989	839 971	784 767	1 624 738	1,72	13 688	9 828	23 516	1,05
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1991	853 901	803 742	1 657 643	1,72	18 220	12 577	30 797	1,06
1992	859 217	809 174	1 668 391	1,72	19 962	13 527	33 489	1,07
1993	860 352	810 543	1 670 895	1,72	19 611	13 406	33 017	1,07
1994	859 513	810 498	1 670 011	1,73	17 217	11 777	28 994	1,05
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 ¹	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05
2008	759 749	727 850	1 487 599	1,68	22 971	11 731	34 702	1,05
2009	753 473	721 865	1 475 338	1,67	23 708	11 946	35 654	1,05
2010	752 431	721 244	1 473 675	1,67	24 229	12 067	36 296	1,05
2011	752 597	721 914	1 474 511	1,67	25 204 ²	12 436 ²	37 640 ²	1,04
2012	755 184 ²	723 210 ²	1 478 394 ²	1,68	25 498 ²	12 522 ²	38 020 ²	1,04
2013	757 812 ²	720 582 ²	1 483 539 ²	1,69	26 708 ²	11 312 ²	38 020 ²	1,04

1. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2. Données projetées.

La baisse du nombre moyen d'enfants par famille en 2007 est due à l'augmentation du nombre de familles. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes.

Tableau 12 Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2013

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2013 ²
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	85 970	85 420
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	87 870	87 200
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 280	88 520
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	84 640	88 980
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	81 760	90 420
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	77 800	89 500
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 230	86 500
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 250	83 510
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 610	79 200
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	75 710	76 590
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 560	76 510
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 570	75 690
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 010	76 840
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 560	75 550
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 110	76 340
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	88 730	78 630
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	90 840	82 020
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 175	86 119
Total	1 972 520	1 765 643	1 633 761	1 642 208	1 664 019	1 047 699	1 494 566	1 473 675	1 483 539

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Tableau 13 Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2013

	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2013 ²
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	409 400	226 500
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	349 200	402 000
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 100	176 800
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 723	75 400
Total	942 155	961 545	936 000	953 189	963 361	586 953	873 108	882 423	880 700

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Le paiement de Soutien aux enfants

Tableau 14 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2013

Situation familiale	Revenu familial				Total \$
	Moins de 25 000 \$ \$	25 000 \$ - 49 999 \$ \$	50 000 \$ - 74 999 \$ \$	75 000 \$ ou plus \$	
Familles biparentales					
1 enfant	21 947	42 115	56 528	128 902	249 492
2 enfants	20 396	38 885	55 818	155 146	270 245
3 enfants	9 748	15 167	16 938	41 292	83 145
4 enfants ou plus	5 177	6 136	5 017	8 737	25 067
Sous-total	57 268	102 303	134 301	334 077	627 949
Familles monoparentales					
1 enfant	66 524	46 041	18 218	7 856	138 639
2 enfants	32 965	25 328	11 640	5 706	75 639
3 enfants	9 897	4 730	1 990	994	17 611
4 enfants ou plus	3 358	900	265	128	4 651
Sous-total	112 744	76 999	32 113	14 684	236 540
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	88 471	88 156	74 746	136 758	388 131
2 enfants	53 361	64 213	67 458	160 852	345 884
3 enfants	19 645	19 897	18 928	42 286	100 756
4 enfants ou plus	8 535	7 036	5 282	8 865	29 718
Total ¹	170 012	179 302	166 414	348 761	864 489

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 \$ représentent le cinquième (20%) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE plus élevé que la moyenne. À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 \$ ou plus constituent 40 % des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE nettement inférieur à la moyenne.

Tableau 15 Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2013

Situation familiale	Revenu familial				Total \$
	Moins de 25 000 \$ \$	25 000 \$ - 49 999 \$ \$	50 000 \$ - 74 999 \$ \$	75 000 \$ ou plus \$	
Familles biparentales					
1 enfant	192,78	191,2	136,86	58,49	110,46
2 enfants	289,06	287,23	231,66	121,42	180,7
3 enfants	385,34	382,61	326,56	191,08	276,39
4 enfants ou plus	607,15	588,85	506,03	322,02	483,05
Sous-total	297,31	279,93	213,98	110,99	177,53
Familles monoparentales					
1 enfant	248,55	221,81	144,48	74,9	216,16
2 enfants	333,59	285,02	195,94	116,56	279,77
3 enfants	432,03	376,1	268,58	172,84	383,91
4 enfants ou plus	623,84	538,48	416,48	269,91	585,77
Sous-total	300,7	255,78	173,07	99,42	256,25
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	234,72	207,18	138,72	59,43	148,21
2 enfants	316,57	286,36	225,5	121,25	202,36
3 enfants	408,86	381,06	320,46	190,65	295,18
4 enfants ou plus	613,72	582,41	501,54	321,27	499,13
Total ¹	299,56	269,56	206,08	110,51	199,07

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Près des trois quarts (73 %) des familles bénéficiaires du PSE sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois un PSE moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales en raison d'un revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales.

Tableau 16 Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2013

Situation familiale	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$
Familles biparentales								
1 enfant	56 854	28 150	92 620	67 488	100 018	143 426	249 492	88 966
2 enfants	52 446	28 053	124 301	74 646	93 498	160 298	270 245	95 237
3 enfants ou plus	33 088	26 351	54 696	79 655	20 428	201 950	108 212	86 443
Sous-total	142 388	27 696	271 617	73 214	213 944	156 388	627 949	91 230
Familles monoparentales								
1 enfant	86 285	16 394	47 814	51 043	4 540	132 411	138 639	32 143
2 enfants	43 407	16 460	30 325	54 084	1 907	152 973	75 639	34 986
3 enfants ou plus	15 891	13 974	6 137	55 161	234	196 091	22 262	27 242
Sous-total	145 583	16 149	84 276	52 437	6 681	140 510	236 540	32 591
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	143 139	21 063	140 434	61 889	104 558	142 948	388 131	68 669
2 enfants	95 853	22 803	154 626	70 614	95 405	160 152	345 884	82 061
3 enfants ou plus	48 979	22 335	60 833	77 184	20 662	201 884	130 474	76 342
Total¹	287 971	21 859	355 893	68 294	220 625	155 907	864 489	75 185

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Le tableau 16 indique que 287 971 familles (33% des familles) touchent la somme maximale du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 21 859\$, le maximum de revenu qui permet le PSE maximal étant de 46 251\$ pour les familles biparentales et de 33 608 \$ pour les familles monoparentales en 2013. À l'opposé, 26% des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 155 907 \$.

Tableau 17 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe, décembre 2013

Situation familiale	Âge du bénéficiaire				Sexe du bénéficiaire		Total
	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	
Familles biparentales							
1 enfant	11 925	76 909	77 573	83 085	242 256	7 236	249 492
2 enfants	4 141	85 201	139 762	41 141	262 847	7 398	270 245
3 enfants	729	26 114	47 954	8 348	79 617	3 528	83 145
4 enfants ou plus	115	8 055	14 925	1 972	23 599	1 468	25 067
Sous-total	16 910	196 279	280 214	134 546	608 319	19 630	627 949
Familles monoparentales							
1 enfant	8 991	31 092	51 211	47 345	112 287	26 352	138 639
2 enfants	1 814	18 838	39 386	15 601	60 894	14 745	75 639
3 enfants	241	5 291	9 680	2 399	14 960	2 651	17 611
4 enfants ou plus	31	1 609	2 578	433	4 127	524	4 651
Sous-total	11 077	56 830	102 855	65 778	192 268	44 272	236 540
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	20 916	108 001	128 784	130 430	354 543	33 588	388 131
2 enfants	5 955	104 039	179 148	56 742	323 741	22 143	345 884
3 enfants	970	31 405	57 634	10 747	94 577	6 179	100 756
4 enfants ou plus	146	9 664	17 503	2 405	27 726	1 992	29 718
Total¹	27 987	253 109	383 069	200 324	800 587	63 902	864 489

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Dans 93 % des familles, le PSE est versé à la mère.

Un peu plus des trois quarts (77 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de moins de 45 ans. Seulement 3 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 18 Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2013

Situation familiale	Somme versée								
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total		
	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	
Familles biparentales									
1 enfant	77	26	70	19	59	7	67	15	
2 enfants	84	32	75	24	64	7	73	20	
3 enfants ou plus	88	42	81	33	68	9	81	31	
Sous-total	82	32	74	24	62	7	72	20	
Familles monoparentales									
1 enfant	85	50	78	27	63	7	82	41	
2 enfants	89	58	79	29	63	5	84	45	
3 enfants ou plus	92	67	83	37	65	7	89	58	
Sous-total	87	55	79	28	63	6	83	44	
Familles biparentales et monoparentales									
1 enfant	81	41	73	21	59	7	72	25	
2 enfants	86	44	76	25	64	7	75	25	
3 enfants ou plus	89	50	81	34	68	9	82	36	
Total¹	84	43	75	25	62	7	75	27	

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

La majorité des bénéficiaires du PSE (75 %) optent pour le dépôt direct, et près d'une famille sur quatre (27%) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 84% des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 43 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion de 62% (comparativement à 59 % en 2012, à 57 % en 2011 et à 53 % en 2010) et pour le paiement mensuel dans une proportion de 7 %.

Tableau 19 Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2013

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants dans la famille				Total
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants ou plus	
Moins de 1 an	35 984	30 736	12 375	4 900	83 994
1 an	34 023	33 537	12 860	5 329	85 748
2 ans	24 436	40 926	15 470	6 217	87 049
3 ans	18 206	44 851	17 582	6 856	87 494
4 ans	15 375	46 076	19 667	7 798	88 915
5 ans	13 500	44 970	21 294	8 249	88 012
6 ans	12 322	42 405	21 632	8 697	85 056
7 ans	11 351	40 807	21 038	8 919	82 114
8 ans	11 079	38 150	20 074	8 582	77 884
9 ans	11 312	36 983	18 685	8 338	75 317
10 ans	12 374	36 341	18 277	8 248	75 239
11 ans	13 298	36 112	17 174	7 850	74 433
12 ans	14 921	36 466	16 736	7 440	75 563
13 ans	17 362	35 077	14 928	6 923	74 289
14 ans	21 123	34 206	13 534	6 205	75 067
15 ans	28 236	31 449	12 098	5 536	77 318
16 ans	37 388	28 590	10 053	4 628	80 658
17 ans	42 878	28 261	9 365	4 168	84 672
Total¹	375 164	665 938	292 838	124 879	1 458 819

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de 2 enfants, et 9% des enfants vivent dans une famille de 4 enfants ou plus.

Il y a 84 672 enfants de 17 ans au Québec comparativement à 83 994 enfants de moins d'un an. Étant donné que les enfants de 17 ans cesseront de donner droit au PSE au cours de l'année, il faudra une augmentation du nombre de naissances ou un solde migratoire positif pour contrer une baisse prévisible du nombre de familles bénéficiaires au Québec. Il faudra aussi un apport considérable de nouvelles familles, car 42 878 familles cesseront d'être bénéficiaires, puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfant handicapé

Tableau 20 Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2013

Sexe et année	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Déficiences	Troubles du développement	
					Sous-total		
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 791
1985	354	740	1 899	2 926	5 919	2 194	8 113
1990	469	911	2 591	8 932	12 903	2 983	15 886
1991	484	930	2 578	11 108	15 100	3 120	18 220
1992	494	920	2 678	12 374	16 466	3 496	19 962
1993	487	904	2 637	12 030	16 058	3 553	19 611
1994	495	889	2 515	9 087	12 986	4 231	17 217
1995	474	861	2 362	6 963	10 660	4 629	15 289
1996	457	844	2 225	6 086	9 612	4 857	14 469
1997	438	811	2 170	5 529	8 948	5 276	14 224
1998	440	789	2 095	5 186	8 510	6 033	14 543
1999	440	771	2 027	5 016	8 254	6 949	15 203
2000	439	753	1 995	4 937	8 124	7 708	15 832
2001	436	732	1 920	4 843	7 931	8 413	16 344
2002	446	702	1 840	4 657	7 645	9 235	16 880
2003	464	699	1 801	4 689	7 653	10 252	17 905
2004	468	674	1 710	4 632	7 484	11 569	19 053
2005	446	659	1 634	4 647	7 386	12 920	20 306
2006	428	626	1 566	4 677	7 297	14 111	21 408
2007	417	562	1 488	4 704	7 171	14 929	22 100
2008	407	537	1 408	4 827	7 179	15 792	22 971
2009	401	515	1 351	4 936	7 203	16 505	23 708
2010	389	516	1 336	5 069	7 310	16 920	24 230
2011 ¹	387	510	1 302	5 396	7 595	17 609	25 204
2012 ¹	381	512	1 274	5 569	7 736	17 762	25 498
2013 ¹	407	529	1 284	5 933	8 153	18 555	26 708
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 175
1985	250	630	1 483	2 258	4 621	1 474	6 095
1990	314	853	2 020	6 190	9 377	1 794	11 171
1991	318	876	2 044	7 527	10 765	1 812	12 577
1992	304	858	2 200	8 283	11 645	1 882	13 527
1993	300	827	2 194	8 153	11 474	1 932	13 406
1994	299	836	2 153	6 339	9 627	2 150	11 777
1995	297	817	2 095	5 135	8 344	2 373	10 717
1996	309	785	2 009	4 564	7 667	2 433	10 100
1997	293	773	1 886	4 263	7 215	2 585	9 800
1998	295	762	1 817	4 114	6 988	2 876	9 864
1999	294	747	1 765	4 034	6 840	3 258	10 098
2000	295	743	1 698	4 026	6 762	3 504	10 266
2001	300	725	1 611	3 765	6 401	3 949	10 350
2002	301	702	1 518	3 830	6 351	4 105	10 456
2003	311	679	1 454	3 830	6 274	4 407	10 681
2004	307	648	1 399	3 830	6 184	4 737	10 921
2005	310	608	1 328	3 850	6 096	5 139	11 235
2006	309	584	1 270	3 902	6 065	5 410	11 475
2007	307	537	1 178	3 920	5 942	5 589	11 531
2008	305	508	1 108	4 019	5 940	5 791	11 731
2009	302	483	1 061	4 181	6 027	5 919	11 946
2010	306	482	1 028	4 275	6 091	5 975	12 066
2011 ¹	313	487	1 021	4 515	6 336	6 100	12 436
2012 ¹	317	491	982	4 671	6 461	6 061	12 522
2013 ¹	345	510	974	5 144	6 973	6 309	13 282

1. Données projetées

Tableau 20 (suite) Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2013

Sexe et année	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Déficiences Sous-total	Troubles du développement	
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	4 966
1985	604	1 370	3 382	5 184	10 540	3 668	14 208
1990	783	1 764	4 611	15 122	22 280	4 777	27 057
1991	802	1 806	4 622	18 635	25 865	4 932	30 797
1992	798	1 778	4 878	20 657	28 111	5 378	33 489
1993	787	1 731	4 831	20 183	27 532	5 485	33 017
1994	794	1 725	4 668	15 426	22 613	6 381	28 994
1995	771	1 678	4 457	12 098	19 004	7 002	26 006
1996	766	1 629	4 234	10 650	17 279	7 290	24 569
1997	731	1 584	4 056	9 792	16 163	7 861	24 024
1998	735	1 551	3 912	9 300	15 498	8 909	24 407
1999	734	1 518	3 792	9 050	15 094	10 207	25 301
2000	734	1 496	3 693	8 963	14 886	11 212	26 098
2001	736	1 457	3 531	8 608	14 332	12 362	26 694
2002	747	1 404	3 358	8 487	13 996	13 340	27 336
2003	775	1 378	3 255	8 519	13 927	14 659	28 586
2004	775	1 322	3 109	8 462	13 668	16 306	29 974
2005	756	1 267	2 962	8 497	13 482	18 059	31 541
2006	737	1 210	2 836	8 579	13 362	19 521	32 883
2007	724	1 099	2 666	8 624	13 113	20 518	33 631
2008	712	1 045	2 516	8 846	13 119	21 583	34 702
2009	703	998	2 412	9 117	13 230	22 424	35 654
2010	695	998	2 364	9 344	13 401	22 895	36 296
2011 ¹	700	997	2 323	9 911	13 931	23 709	37 640
2012 ¹	698	1 003	2 256	10 240	14 197	23 823	38 020
2013 ¹	752	1 039	2 258	11 077	15 126	24 864	39 990

1. Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2013. L'augmentation s'observe principalement dans les cas de troubles du développement, qui sont en progression depuis le début du programme en 1980.

Tableau 21 Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2013

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ - 49 999 \$	50 000 \$ - 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	674	1 199	1 370	2 494	5 737
2 enfants	1 075	1 940	2 406	5 074	10 495
3 enfants	784	1 086	1 068	1 958	4 896
4 enfants ou plus	619	666	451	572	2 308
Total	3 152	4 891	5 295	10 098	23 436
Familles monoparentales					
1 enfant	2 563	1 295	446	191	4 495
2 enfants	2 276	1 163	487	221	4 147
3 enfants	960	321	117	55	1 453
4 enfants ou plus	434	94	11	5	544
Total	6 233	2 873	1 061	472	10 639
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	3 237	2 494	1 816	2 685	10 232
2 enfants	3 351	3 103	2 893	5 295	14 642
3 enfants	1 744	1 407	1 185	2 013	6 349
4 enfants ou plus	1 053	760	462	577	2 852
Total¹	9 385	7 764	6 356	10 570	34 075

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

On compte 34 075 familles ayant au moins un enfant reconnu handicapé, soit 4 % des familles québécoises.

Près de 70 % des familles bénéficiaires du SEH sont biparentales et 50% ont un revenu inférieur à 50 000 \$.

Tableau 22 Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2013

Nature du handicap	Âge de l'enfant			
	0-4 ans	5-11 ans	12-17 ans	Total
Déficiences				
Visuelle	125	274	256	655
Auditive	243	404	297	944
Motrice	447	766	809	2 022
Autres déficiences				
Fonction cardiovasculaire	193	69	50	312
Alimentation et digestion	220	531	408	1 158
Anomalies métaboliques ou héréditaires	359	1 183	1 621	3 162
Anomalies du système nerveux	61	163	143	367
Fonction respiratoire	47	53	34	134
Néoplasies	163	238	176	577
Anomalies du système immunitaire	255	605	291	1 151
Fonctions rénale et urinaire	28	64	65	157
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	520	604	510	1 634
Autres déficiences et déficiences multiples	1 062	259	141	1 462
Sous-total	2 908	3 768	3 438	10 113
Total - Déficiences	3 723	5 212	4 800	13 734
Troubles du développement				
Retard psychomoteur	421	969	255	1 645
Retard mental et déficiences cognitives	9	984	2 809	3 802
Troubles envahissants du développement	535	4 197	3 112	7 844
Troubles du langage	308	4 015	1 962	6 285
Troubles du comportement	11	597	1 172	1 779
Autres/psychoaffectif	11	597	1 172	304
Total - Troubles du développement	1 286	10 848	9 523	21 657
Grand total¹	5 009	16 059	14 322	35 390

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

On compte 35 390 enfants reconnus handicapés, soit 2 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (61 %) des troubles du développement.

Statistiques régionales

Tableau 23 Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2013

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées K\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	
Bas-Saint-Laurent	19 090	32 712	48 172	694	724	1 701	49 873
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 043	47 637	67 409	1 103	1 119	2 657	70 066
Capitale-Nationale	71 245	115 367	153 353	2 437	2 457	5 798	159 152
Mauricie	25 075	41 335	64 734	945	971	2 304	67 037
Estrie	32 868	56 683	85 537	1 390	1 448	3 423	88 959
Montréal	193 060	326 165	521 785	7 587	8 066	19 247	541 032
Outaouais	42 037	69 784	98 159	1 459	1 473	3 553	101 712
Abitibi-Témiscamingue	16 096	28 056	38 396	519	529	1 274	39 670
Côte-Nord	10 786	18 124	25 676	362	372	857	26 532
Nord-du-Québec	6 324	13 180	20 905	179	182	427	21 332
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 797	13 714	22 608	334	340	834	23 442
Chaudière-Appalaches	44 663	77 667	106 042	1 654	1 690	3 947	109 989
Laval	48 149	82 167	114 557	1 895	1 974	4 588	119 145
Lanaudière	57 170	96 430	138 464	2 572	2 704	6 356	144 821
Laurentides	65 412	108 574	154 519	2 720	2 790	6 637	161 156
Montérégie	169 109	284 910	391 700	7 260	7 575	17 801	409 501
Centre-du-Québec	25 873	45 070	68 945	945	959	2 251	71 196
Hors du Québec	692	1 248	1 315	20	20	40	1 354
Total¹	864 489	1 458 819	2 122 276	34 075	35 390	83 694	2 205 970

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Tableau 24 Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2013

Région	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	8 360	7 593	3 137	19 090	235	279	180	694
Saguenay–Lac-Saint-Jean	12 105	11 443	4 495	28 043	347	494	262	1 103
Capitale-Nationale	32 814	29 194	9 237	71 245	834	1 077	526	2 437
Mauricie	11 780	9 732	3 563	25 075	299	373	273	945
Estrie	13 827	13 128	5 913	32 868	395	554	441	1 390
Montréal	92 957	71 905	28 198	193 060	2 377	3 125	2 085	7 587
Outaouais	18 974	16 961	6 102	42 037	471	621	367	1 459
Abitibi-Témiscamingue	6 863	6 322	2 911	16 096	159	213	147	519
Côte-Nord	5 149	4 010	1 627	10 786	137	137	88	362
Nord-du-Québec	2 466	1 964	1 894	6 324	33	60	86	179
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 649	3 162	986	8 797	137	123	74	334
Chaudière-Appalaches	17 812	19 329	7 522	44 663	438	758	458	1 654
Laval	20 925	20 247	6 977	48 149	583	864	448	1 895
Lanaudière	25 417	23 202	8 551	57 170	718	1 091	763	2 572
Laurentides	29 345	26 853	9 214	65 412	745	1 249	726	2 720
Montérégie	73 776	69 955	25 378	169 109	2 071	3 222	1 967	7 260
Centre-du-Québec	10 610	10 621	4 642	25 873	248	394	303	945
Hors du Québec	302	263	127	692	5	8	7	20
Total¹	388 131	345 884	130 474	864 489	10 232	14 642	9 201	34 075

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Tableau 25 Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2013

Région	Familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total ¹	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	7 294	9 207	8 657	19 090	9 380	12 569	10 764	32 712
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 841	13 520	12 452	28 043	13 922	18 223	15 493	47 637
Capitale-Nationale	28 589	33 253	29 435	71 245	36 604	43 151	35 612	115 367
Mauricie	9 420	11 735	11 205	25 075	11 973	15 613	13 750	41 335
Estrie	12 530	16 042	14 736	32 868	16 405	21 629	18 650	56 683
Montréal	82 906	93 119	78 432	193 060	103 468	123 643	99 055	326 165
Outaouais	15 984	20 627	18 282	42 037	20 164	27 120	22 500	69 784
Abitibi-Témiscamingue	6 385	7 782	7 311	16 096	8 306	10 581	9 169	28 056
Côte-Nord	4 074	5 314	4 874	10 786	5 105	7 090	5 929	18 124
Nord-du-Québec	3 028	3 612	2 925	6 324	3 869	5 284	4 028	13 180
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 000	4 092	4 128	8 797	3 709	5 132	4 874	13 714
Chaudière-Appalaches	17 504	21 861	19 289	44 663	23 179	30 037	24 451	77 667
Laval	17 990	23 992	21 942	48 149	22 537	32 194	27 436	82 167
Lanaudière	22 176	27 435	25 383	57 170	28 319	36 461	31 651	96 430
Laurentides	23 872	31 178	29 559	65 412	30 488	41 511	36 575	108 574
Montérégie	64 133	82 120	74 269	169 109	82 106	110 170	92 634	284 910
Centre-du-Québec	9 991	12 584	11 622	25 873	13 126	17 165	14 779	45 070
Hors du Québec	408	330	167	692	542	487	220	1 248
Total²	340 125	417 803	374 668	864 489	433 200	558 055	467 567	1 458 819

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total puisqu'une famille ayant plusieurs enfants d'âge différent n'est comptée qu'une fois dans le total.

2. Données réelles au 31 décembre 2013.

Tableau 26 Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2013

Région	Nature du handicap						Total
	Déficiences				Sous-total	Troubles du développement	
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres			
Bas-Saint-Laurent	3	19	52	229	303	421	724
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19	34	92	393	538	582	1 119
Capitale-Nationale	36	84	181	897	1 198	1 260	2 457
Mauricie	23	33	65	284	405	566	971
Estrie	27	25	81	386	519	930	1 448
Montréal	155	238	403	2 196	2 992	5 075	8 066
Outaouais	37	25	76	441	579	895	1 473
Abitibi-Témiscamingue	19	13	31	197	260	269	529
Côte-Nord	6	10	27	130	173	199	372
Nord-du-Québec	6	5	14	58	83	99	182
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5	12	15	99	131	209	340
Chaudière-Appalaches	29	40	125	588	782	908	1 690
Laval	50	53	109	538	750	1 225	1 974
Lanaudière	38	56	139	645	878	1 827	2 704
Laurentides	38	91	152	807	1 088	1 703	2 790
Montérégie	135	179	396	1 918	2 628	4 949	7 575
Centre-du-Québec	29	28	64	302	423	536	959
Hors du Québec	1	.	2	9	12	8	20
Total¹	655	944	2 022	10 113	13 734	21 657	35 390

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2013.

Tableau 27 Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2013 et des sommes totales versées en 2013

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 746	3 066	4,8	77	76	0,2	5,0
Matane (8)	1 982	3 172	4,8	82	85	0,2	5,0
La Mitis (9)	1 841	3 299	5,1	77	82	0,2	5,3
Rimouski-Neigette (10)	5 489	8 994	12,4	173	180	0,4	12,8
Les Basques (11)	730	1 292	2,0	26	28	0,1	2,1
Rivière-du-Loup (12)	3 423	5 911	8,4	118	126	0,3	8,7
Témiscouata (13)	1 823	3 355	5,3	72	76	0,2	5,5
Kamouraska (14)	2 056	3 624	5,4	69	72	0,2	5,6
Total	19 090	32 712	48,2	694	724	1,7	49,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-Du-Roy (91)	3 198	5 658	8,4	109	112	0,3	8,6
Maria-Chapelaine (92)	2 516	4 542	6,7	94	94	0,2	6,9
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 497	9 571	13,5	231	236	0,6	14,1
Saguenay (941)	14 523	23 766	32,9	590	592	1,4	34,3
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 309	4 101	5,9	79	86	0,2	6,1
Total	28 043	47 637	67,4	1 103	1 119	2,7	70,1
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 531	2 552	3,8	63	61	0,1	4,0
Charlevoix (16)	1 139	1 949	2,7	46	51	0,1	2,8
L'Île-d'Orléans (20)	616	1 074	1,3	24	22	0,0	1,4
La Côte-de-Beaupré (21)	3 054	5 113	6,4	96	99	0,2	6,6
La Jacques-Cartier (22)	5 738	9 839	11,1	185	183	0,4	11,6
Québec (23)	53 801	85 878	115,6	1 852	1 860	4,4	120,0
Portneuf (34)	5 366	8 963	12,3	171	182	0,4	12,8
Total	71 245	115 367	153,4	2 437	2 457	5,8	159,2
Mauricie							
Mékinac (35)	1 007	1 735	2,8	33	37	0,1	2,9
Shawinigan (36)	4 231	6 748	11,3	185	189	0,5	11,8
Maskinongé (51)	3 480	5 868	9,2	116	120	0,3	9,5
La Tuque (90)	1 668	3 115	5,2	45	45	0,1	5,3
Trois-Rivières (371)	12 839	20 686	31,4	486	501	1,2	32,5
Les Chenaux (372)	1 850	3 184	4,8	80	80	0,2	5,0
Total	25 075	41 335	64,7	945	971	2,3	67,0
Estrie							
Le Granit (30)	2 132	3 910	6,1	75	76	0,2	6,3
Les Sources (40)	1 438	2 671	4,5	60	66	0,2	4,6
Le Haut-Saint-Francois (41)	2 341	4 242	6,8	111	119	0,3	7,0
Le Val-Saint-Francois (42)	3 296	5 788	8,5	136	136	0,3	8,8
Sherbrooke (43)	16 850	28 175	41,5	731	764	1,8	43,2
Coaticook (44)	2 022	3 741	5,9	76	91	0,2	6,1
Memphrémagog (45)	4 789	8 158	12,3	201	198	0,5	12,8
Total	32 868	56 683	85,5	1 390	1 448	3,4	89,0
Montréal							
Montréal (66)	193 060	326 165	521,8	7 587	8 066	19,2	541,0

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2013 et des sommes totales versées en 2013

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Outaouais							
Papineau (80)	2 039	3 411	5,6	92	97	0,2	5,9
Gatineau (81)	30 859	50 777	70,6	1 023	1 025	2,5	73,1
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	5 718	9 763	11,6	195	201	0,5	12,0
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	2 035	3 368	6,2	71	71	0,2	6,3
Pontiac (84)	1 386	2 466	4,1	78	80	0,2	4,3
Total	42 037	69 784	98,2	1 459	1 473	3,6	101,7
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 792	3 178	4,8	63	67	0,2	4,9
Rouyn-Noranda (86)	4 519	7 599	9,9	153	151	0,4	10,2
Abitibi-Ouest (87)	2 202	3 939	5,4	70	71	0,2	5,6
Abitibi (88)	2 767	4 914	6,7	66	67	0,2	6,8
La Vallée-de-l'Or (89)	4 816	8 427	11,7	167	173	0,4	12,1
Total	16 096	28 056	38,4	519	529	1,3	39,7
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	1 064	1 746	2,7	41	42	0,1	2,8
Manicouagan (96)	3 457	5 553	8,0	144	147	0,3	8,3
Sept-Rivières (971)	4 257	7 295	9,7	131	136	0,3	10,0
Caniapiscau (972)	572	1 048	1,4	14	14	0,0	1,5
Minganie (981)	796	1 381	1,9	18	18	0,0	2,0
Golfe-du-Saint-Laurent (982)	640	1 102	1,9	14	15	0,0	1,9
Total	10 786	18 124	25,7	362	372	0,9	26,5
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 657	2 886	3,7	58	57	0,1	3,8
Kativik (992)	2 023	4 254	7,1	43	44	0,1	7,2
Eeyou Istchee (993)	2 644	6 040	10,1	78	81	0,2	10,3
Total	6 324	13 180	20,9	179	182	0,4	21,3
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 182	1 742	2,6	47	45	0,1	2,7
Le Rocher-Percé (2)	1 617	2 384	4,4	65	63	0,1	4,5
La Côte-de-Gaspé (3)	1 737	2 702	4,0	59	58	0,2	4,1
La Haute-Gaspésie (4)	1 033	1 601	2,9	35	41	0,1	3,0
Bonaventure (5)	1 661	2 674	4,3	71	74	0,2	4,5
Avignon (6)	1 567	2 612	4,5	57	59	0,1	4,6
Total	8 797	13 714	22,6	334	340	0,8	23,4
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 625	2 917	4,5	62	65	0,1	4,6
Montmagny (18)	2 111	3 646	5,5	89	91	0,2	5,7
Bellechasse (19)	3 825	6 866	9,6	167	179	0,4	10,0
La Nouvelle-Beauce (26)	4 224	7 561	10,0	156	155	0,4	10,4
Robert-Cliche (27)	2 058	3 816	5,5	83	82	0,2	5,7
Les Etchemins (28)	1 680	3 068	4,6	65	71	0,2	4,8
Beauce-Sartigan (29)	5 519	9 738	14,3	224	231	0,5	14,8
Les Appalaches (31)	3 806	6 635	10,2	112	117	0,3	10,5
Lotbinière (33)	3 444	6 132	8,9	116	119	0,3	9,1
Lévis (251)	16 371	27 289	33,0	580	581	1,3	34,3
Total	44 663	77 667	106,0	1 654	1 690	3,9	110,0
Laval							
Laval (65)	48 149	82 167	114,6	1 895	1 974	4,6	119,1

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2013 et des sommes totales versées en 2013

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 457	7 589	12,1	210	224	0,5	12,6
L'Assomption (60)	14 701	24 397	33,0	665	697	1,6	34,6
Joliette (61)	6 798	11 344	17,3	296	307	0,7	18,1
Matawinie (62)	4 489	7 756	13,5	215	221	0,5	14,0
Montcalm (63)	6 007	10 341	16,6	287	313	0,8	17,4
Les Moulins (64)	20 718	35 005	46,0	899	944	2,2	48,3
Total	57 170	96 430	138,5	2 572	2 704	6,4	144,8
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	11 881	19 660	27,0	546	574	1,4	28,4
Thérèse-De Blainville (73)	19 213	32 778	42,3	782	798	1,9	44,2
Mirabel (74)	6 658	11 225	14,9	273	285	0,7	15,5
La Rivière-du-Nord (75)	13 782	22 536	33,3	572	572	1,3	34,6
Argenteuil (76)	3 125	5 125	8,7	138	146	0,3	9,0
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 334	5 306	8,2	107	107	0,3	8,4
Les Laurentides (78)	4 183	6 699	11,4	160	164	0,4	11,8
Antoine-Labelle (79)	3 236	5 247	8,8	142	146	0,3	9,2
Total	65 412	108 574	154,5	2 720	2 790	6,6	161,2
Montérégie							
Brome-Missisquoi (46)	5 725	10 044	15,2	224	238	0,6	15,8
La Haute-Yamaska (47)	9 518	16 273	24,6	508	523	1,2	25,8
Acton (48)	1 671	2 990	4,9	96	107	0,2	5,2
Pierre-De Saurel (53)	4 419	7 283	10,7	224	241	0,6	11,3
Les Maskoutains (54)	9 360	16 137	24,1	488	500	1,2	25,2
Rouville (55)	4 174	7 172	10,1	155	169	0,4	10,5
Le Haut-Richelieu (56)	13 125	21 827	31,5	577	614	1,4	33,0
La Vallée-du-Richelieu (57)	15 513	26 107	30,5	590	596	1,4	31,9
Longueuil (58)	43 510	71 797	100,6	1 805	1 863	4,4	105,0
Lajemmerais (59)	9 965	16 740	19,8	399	408	0,9	20,7
Rousillon (67)	22 011	37 156	48,5	983	1 018	2,4	50,9
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 120	5 521	7,9	148	159	0,4	8,3
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 414	4 308	7,5	123	144	0,3	7,9
Beauharnois-Salaberry (70)	6 306	10 192	16,2	288	316	0,8	17,0
Vaudreuil-Soulanges (71)	18 278	31 368	39,5	652	684	1,6	41,1
Total	169 109	284 910	391,7	7 260	7 575	17,8	409,5
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 394	4 404	6,9	100	99	0,2	7,1
Bécancour (38)	2 063	3 654	5,5	74	80	0,2	5,6
Arthabaska (39)	7 694	13 400	20,2	246	249	0,6	20,8
Drummond (49)	11 397	19 503	30,0	440	444	1,1	31,0
Nicolet-Yamaska (50)	2 325	4 110	6,4	85	88	0,2	6,6
Total	25 873	45 070	68,9	945	959	2,3	71,2
Total hors du Québec	692	1 248	1,3	20	20	0,0	1,4
Grand total	864 489	1 458 819	2 122,3	34 075	35 390	83,7	2 206,0

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.